

Poser de nouveaux jalons : la coopération au développement de la Suisse

La coopération internationale au développement a contribué à sortir de nombreuses personnes de l'extrême pauvreté. Pour continuer à y contribuer, elle se concentrera sur la création d'emplois décents, le changement climatique, la migration et la promotion de l'État de droit – et intensifiera encore la coopération avec ses partenaires. *Ivan Pavletic, Nicolas Randin*

Abrégé L'extrême pauvreté a largement reculé dans le monde ces dernières décennies, grâce notamment à la coopération au développement. Celle-ci a encore toute sa raison d'être : de nombreux défis comme le changement climatique, les crises économiques ou la migration ne peuvent être résolus qu'à l'échelle globale. Afin de les aborder efficacement, il convient de respecter quatre principes de base : des objectifs ciblés, le partenariat, une cohérence des politiques et l'innovation. Pour pouvoir continuer à contribuer efficacement au développement de ses pays partenaires et à la résolution des défis globaux, la Suisse oriente sa nouvelle stratégie de coopération internationale 2021–2024 selon ces quatre principes : elle se fixe des objectifs clairs, elle entend multiplier les partenariats avec le secteur privé, la société civile et les organisations internationales, elle s'engage pour une politique cohérente et elle soutient le potentiel de la numérisation dans la coopération au développement.

L'humanité a accompli ces dernières décennies des progrès significatifs en matière de bien-être, de santé, de sécurité et de qualité de vie. Entre 1981 et 2019, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde a baissé de 41 % à 8 %. La mortalité infantile, le taux d'alphabétisation ou l'accès à l'eau potable et à l'électricité se sont aussi nettement améliorés (voir *illustration 1*).

Les synergies entre une bonne gouvernance, la croissance économique, la globalisation et le progrès technologique ont été décisives pour ces progrès en matière de développement. La coopération internationale au développement (CI) a également contribué à ces avancées.

La coopération internationale, un modèle dépassé ?

La coopération internationale a-t-elle donc terminé sa mission et s'avère-t-elle désormais inutile ? La réponse est clairement non. Les défis globaux comme la pauvreté, les inégalités, le changement climatique, les crises économiques et financières, la migration et les épidémies ont des incidences transfrontalières et nécessitent un engagement international fort. La pauvreté n'est pas encore vaincue : plus de 600 millions de personnes dans les pays en développement sont encore

touchées par l'extrême pauvreté, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne. Elles sont majoritairement jeunes, peu formées et vivent de l'agriculture dans des régions rurales. Leur accès aux écoles, aux établissements de santé, à l'électricité, à l'eau potable et à d'autres services importants reste limité¹.

Afin de sortir l'humanité de la pauvreté, la croissance économique globale doit profiter à tous, sans nuire à la durabilité de la planète. Les affrontements géopolitiques, le protectionnisme commercial, l'endettement public et privé record, l'augmentation des conflits armés ainsi que les tensions sociales ternissent les perspectives d'une croissance économique globale. Un peu partout, la croissance démographique et la migration mettent les agglomérations urbaines ainsi que les infrastructures et services publics sous pression. La numérisation entraîne de profonds changements économiques, sociaux et politiques. En outre, ce sont justement les pays en développement et les couches sociales les plus pauvres qui sont confrontés aux énormes défis posés par des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et puissantes liées au changement climatique. Des chocs imprévisibles comme la pandémie de Covid-19 mettent encore

davantage à l'épreuve la résilience et la solidarité d'un monde globalement interconnecté. Sans action résolue à l'échelle nationale et internationale, les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté pourraient être anéantis et les objectifs de développement futurs rester lettre morte. Le rôle de la CI reste indispensable.

Le rôle et les défis de la CI

Sauver le monde n'est pas la mission de la CI. Elle n'en a ni les moyens ni les possibilités. Les fonds publics et privés des pays en développement dépassent largement les ressources de la CI (voir *illustration 2*)². Celle-ci peut toutefois mettre à profit ses ressources, son expérience et son expertise pour soutenir des réformes structurelles ciblées à l'échelle locale, nationale et internationale qui permettent aux individus de participer activement à la vie politique, économique et sociale dans la préservation de leur cadre de vie naturel.

La coopération au développement doit s'adapter aux défis à venir. Le respect et la mise en œuvre d'une série de principes de base sont souvent plus déterminants pour l'efficacité des mesures que le montant des fonds alloués. Ces principes comprennent notamment des objectifs ciblés, le partenariat, la cohérence des politiques et l'innovation.

– Des objectifs ciblés : la communauté internationale a adopté en 2015 les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations unies comme cadre de référence. Leur pertinence et leur faisabilité font l'objet de débats³. Leur avantage le plus évident réside dans le fait que 193 pays se sont déclarés prêts à contribuer au développement humain et économique, à la protection de l'environnement, à la paix, à l'État de droit et à une bonne gouvernance.

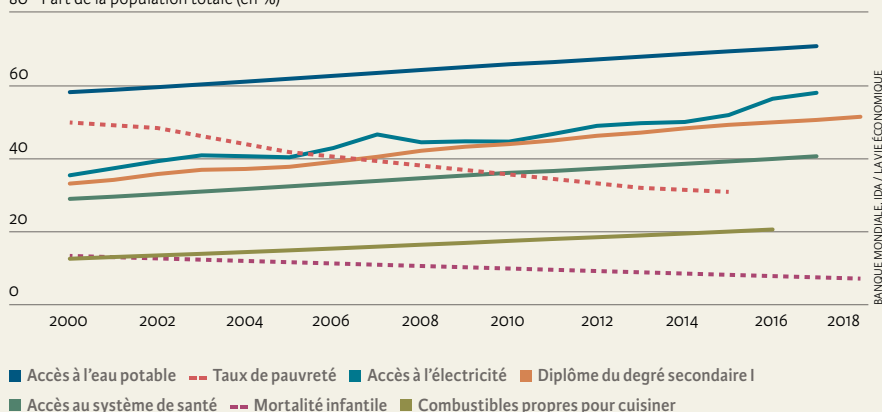
¹ Voir www.worldbank.org/poverty.

² Voir Groupe de la Banque mondiale et Knomad (2018).

³ Voir The Economist (2015).

III. 1. Progrès des services de base (2000–2018)

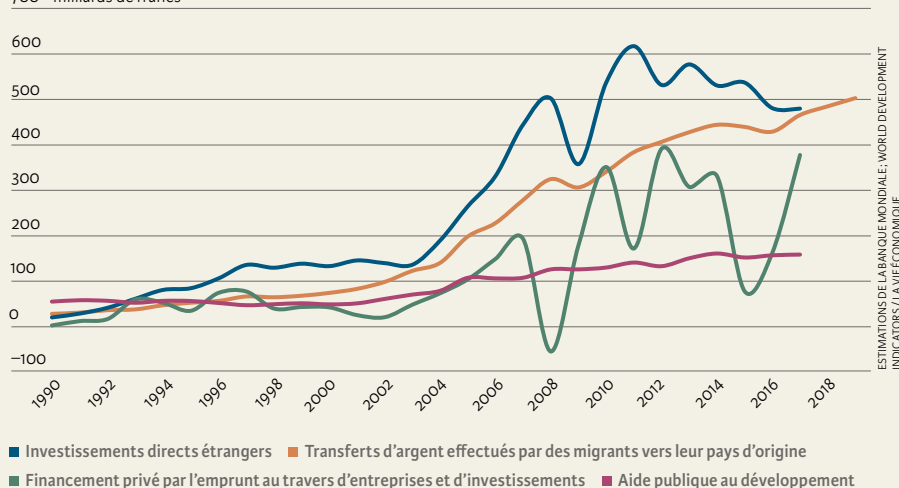
80 Part de la population totale (en %)



Le graphique présente les valeurs moyennes des pays à faibles revenus ayant obtenu de l'aide de l'Association internationale de développement (IDA). L'IDA est une organisation subsidiaire du Groupe de la Banque mondiale.

III. 2. Flux financiers dans les pays à faibles et moyens revenus (1990–2019)

700 milliards de francs



Ils ont convenu d'une plateforme où les gouvernements, la société civile, le monde académique et le secteur privé peuvent entretenir le dialogue et rendre compte de l'atteinte des objectifs – même lorsque la Realpolitik et la tendance du «Mon pays d'abord» prennent de l'ampleur.

- Le partenariat : les acteurs impliqués dans la CI sont devenus toujours plus nombreux et variés ces dernières décennies. Le secteur privé, les fondations philanthropiques et les agences pour le développement de pays émergents jouent un rôle de plus en plus important à côté des agences de développement étatiques bilatérales ou multilatérales traditionnelles et des organisations de la société civile. Cette offre croissante est bienvenue. Les différents acteurs apportent des compétences et des expériences variées qui peuvent se compléter. La compétition entre différentes

forces de proposition et idées est une condition nécessaire au sein de la CI pour que l'innovation et le progrès puissent s'imposer. Parallèlement, un certain degré de coordination, de collaboration et de répartition des tâches selon les compétences clés des différents acteurs est indispensable, tout comme des valeurs et orientations communes. Ce n'est que partiellement le cas aujourd'hui, de sorte que des politiques unilatérales, une fragmentation et un phénomène grégaire peuvent parfois se manifester au sein de la CI⁴.

- La cohérence des politiques : l'Agenda 2030 exige de considérer la durabilité et les objectifs des politiques de développement dans l'élaboration des politiques au niveau national et international. Concrètement, les interactions entre les différents

domaines politiques doivent être contrôlées pour éviter les effets négatifs sur le développement durable au niveau national et mondial. La politique agricole constitue un bon exemple. Entre 2016 et 2018, des subventions agricoles supérieures à 700 milliards de dollars par an ont été allouées dans le monde. Des obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges commerciaux pour la protection de l'agriculture nationale viennent s'y ajouter. Ces mesures faussent la concurrence mondiale et représentent des barrières commerciales infranchissables, notamment pour les pays en développement⁵. On observe des constellations similaires dans les politiques financières, commerciales, environnementales, migratoires et de sécurité. Les «incohérences» des politiques résultent de la pondération de différents intérêts sur le plan politique. La recherche d'une meilleure cohérence politique ne signifie pas que les conflits d'intérêts vont simplement disparaître. Il est toutefois possible, sous certaines conditions, d'éviter les jeux à somme nulle et de trouver des solutions équilibrées prenant en compte ces différents intérêts.

- L'innovation : pour la CI également, le progrès technologique élargit le choix des approches, des instruments et des formes de coopération. La numérisation a notamment le potentiel de relever de nombreux défis qui se posent aux pays en développement, par exemple en renforçant la transparence du secteur public, en favorisant l'accès aux informations publiques ou en facilitant l'accès à des services financiers à coûts abordables. Elle permet en outre de concevoir la coopération de manière plus efficace et efficiente, de nouer des partenariats innovants (par exemple avec le secteur privé) et de mobiliser ainsi des moyens et des expertises supplémentaires. Afin d'exploiter ce potentiel, les agences de développement doivent développer leurs connaissances techniques dans ce domaine et adapter leurs structures et leurs processus pour être plus agiles. Même si les premiers pas dans cette direction ont déjà été réalisés, la coopération au développement a encore du chemin à faire.

La nouvelle stratégie poursuit les objectifs de durabilité

La Suisse a posé les jalons d'une CI visant des objectifs ciblés, en partenariat, pour une action

⁴ Voir Davies et Klasen (2019).

⁵ Voir OCDE (2019).



La Suisse promeut à la fois de meilleures conditions de travail et une hausse de la productivité des entreprises dans le cadre du programme « Better Work ». Une fabrique de textile au Vietnam.

cohérente et innovante. La nouvelle stratégie de la Suisse en matière de coopération internationale pour les années 2021–2024 s'appuie sur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies. Ses accents thématiques sont la création d'emplois décents dans les pays partenaires, la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ses conséquences, la lutte contre les causes de la migration irrégulière ainsi que la promotion de l'État de droit. La réduction de la pauvreté et le développement durable demeurent la raison d'être de la CI.

Les partenariats sont amenés à jouer un rôle toujours plus important. La coopération avec les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les hautes écoles et les instituts de recherche dans les pays partenaires et en Suisse complètent l'expertise et l'expérience de la CI suisse et mobilisent des moyens supplémentaires. En tant que moteur de la croissance économique, le secteur privé détient un rôle clé. Les institutions multilatérales demeurent un pilier important.

Afin de renforcer la cohérence politique de l'action de la Suisse, les processus de coordination et de concertation fédéraux existants ont été complétés par un « Comité directeur pour l'Agenda 2030 ». Il permet d'ancrer les

ODD dans l'administration fédérale. La CI suisse contribue aux efforts de cohérence de la Confédération, par exemple en promouvant les directives internationales (principes directeurs des Nations unies pour l'économie et les droits de l'homme, principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, etc.) et en encourageant ainsi une conduite responsable des entreprises dans les secteurs des matières premières, de l'agriculture, du textile et de la finance. Ces efforts s'intensifient.

Enfin, la CI suisse exploitera également davantage le potentiel de la numérisation. Dans le cadre d'initiatives telles que « Tech4Good » ou le « GovTech Partnership » de la Banque mondiale, elle encouragera les innovations technologiques afin de renforcer les services publics en partenariat avec le secteur privé. Le « GovTech Partnership » promeut par exemple la numérisation du système douanier et des processus liés au commerce. Il réduit ainsi les barrières commerciales, notamment pour les petites et moyennes entreprises, tout en facilitant la création de nouvelles sociétés. Les risques comme les cyberattaques ou l'atteinte aux droits civils et politiques par la surveillance ou la manipulation de données doivent être minimisés grâce à cette initiative.

Avec la mise en œuvre de ces principes, la CI suisse est bien placée pour poursuivre sa contribution au développement de ses pays partenaires et à la résolution des défis globaux.



Ivan Pavletic

Chef du secteur Politique et services, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne



Nicolas Randin

Chef de la division Analyse et politique, Direction du développement et de la coopération (DDC), Berne

Bibliographie

- Davies Ronald B. et Klasen Stephan (2019). « Darlings and orphans: Interactions across donors in international aid ». Dans: *Scandinavian Journal of Economics*, Wiley Blackwell, vol. 121(1), p. 243–277.
- Groupe de la Banque mondiale et Knomad (2018). *Migration and remittances. Recent developments and outlook*.
- OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques (2019). « Les gouvernements devraient donner un nouvel élan aux ambitions de réforme du soutien à l'agriculture ». *Politiques agricoles: suivi et évaluation 2019*.
- The Economist (2015). *Unsustainable goals*. Article du 26 mars 2015.